

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N°40 – 7 octobre 2021.

En bref

Selon une étude publiée par KPMG et la Banque de développement d'Amérique latine (CAF), la Colombie pourrait investir jusqu'à 9,2 Mds USD dans le secteur des infrastructures sur la prochaine décennie, sur fond de réactivation économique. Le rapport souligne que le niveau d'investissement dans ce domaine a déjà été multiplié par six au cours de la dernière décennie, et mentionne que des départements comme Antioquia, Valle del Cauca, Atlántico, Caldas, Cundinamarca, Bolívar, Norte de Santander, Meta et Magdalena, sont les plus susceptibles de concentrer les ressources et les projets. Parmi les projets, certains se distinguent, tels que la Ruta del Agua, sous la responsabilité de l'ANI, qui représente un investissement d'environ 1,8 Md USD et se trouve en phase d'études ; le réseau routier de Valle del Cauca, qui fait partie de la première vague de projets de cinquième génération (5G) et dont le coût d'investissement s'élève à près de 348 MUSD ; le métro de la Calle 80 à Medellín ; et le Regiotram del Norte à Cundinamarca, dont les besoins en ressources sont estimés à 605,8 MUSD.

LE CHIFFRE À RETENIR

9,2 MDS USD

C'est le montant des investissements en infrastructures estimé pour la Colombie sur la prochaine décennie.

Zoom sur les personnalités citées par les Pandora Papers en Amérique latine.

Plusieurs dirigeants de la région ont été cités dans le cadre de l'enquête des *Pandora Papers* – l'enquête qui porte sur les finances secrètes de plus de 300 fonctionnaires, dont des ministres, des juges, des maires et des généraux de plus de 90 pays du monde entier - parmi lesquels trois sont encore en activité en Amérique latine : le Président équatorien Guillermo Lasso, chilien Sebastián Piñera et Luis Abinader en République dominicaine. Les *Pandora Papers* indiquent que le Président Lasso, qui était un homme d'affaires et un banquier, aurait géré 14 sociétés enregistrées dans des paradis fiscaux au Panama, au Dakota du Sud et au Delaware. De son côté, le Président dit avoir transféré les fonds qu'ils détenaient dans des entreprises offshore aux États-Unis en 2017 avant de présenter sa candidature aux élections présidentielles (comme une loi promulguée la même année l'y a obligé). Les *Pandora Papers* ont révélé également que l'ancien Président péruvien Pedro Pablo Kuczynski (PPK) avait racheté en 2004, à l'Overseas Management Company, la compagnie Dorado Asset Management, lorsqu'il était ministre de l'Economie et des Finances (2004-2005), créée pour détenir des biens immobiliers et offrir des services de conseil, selon les documents. À cet égard, le ministère public péruvien a déjà inclus l'entreprise Dorado Asset Management dans l'enquête menée contre l'ancien Président dans le cadre d'une autre affaire dont il fait l'objet, dite « Odebrecht », car il considère que les bénéfices présumés illicites des relations d'affaires



de PPK avec l'entreprise ont été obtenus auprès d'elle. En Colombie, dans la catégorie des personnalités publiques figurent les anciens Présidents Cesar Gaviria et Andrés Pastrana, tous deux accusés d'être les principaux bénéficiaires de sociétés panaméennes.

BOLIVIE

La sécheresse dans la voie navigable Paraguay-Paraná coûte à la Bolivie 90 MUSD d'exportations par mois

La voie fluviale Paraguay-Paraná a été rendue temporairement inutilisable en raison de la pire sécheresse en 77 ans, ce qui affecte les exportations boliviennes (soja, bois, cuire, urée) à hauteur de 90 MUSD par mois ainsi que certaines de ses importations notamment le diesel. Le caractère non navigable de la principale connexion bolivienne vers l'Atlantique oblige les exportateurs à emprunter d'autres itinéraires - notamment terrestres - vers les ports paraguayens ou argentins voire chiliens et péruviens sur le Pacifique, ce qui entraîne un surcoût de 30 % des cargaisons d'exportation. D'après plusieurs experts, le problème de la diminution du débit est saisonnier et donc prévisible, et pourrait être évité par un meilleur dragage du canal Tamengo, reliant le lac Cáceres au fleuve Paraguay.

COLOMBIE

Moody's maintient la notation de la Colombie et relève les perspectives de négatives à stables.

Moody's a annoncé mercredi sa décision de maintenir la note de la dette à long terme en devises de la Colombie à Baa2 (équivalent à BBB sur d'autres échelles internationales), soit un cran

au-dessus de la catégorie d'investissement et deux crans au dessus des notes de Fitch et Standard&Poor's qui ont dégradé successivement la note Colombienne à BB- en mai et juillet, faute d'un engagement budgétaire jugé crédible pour redresser les compte du pays. En outre, les perspectives de l'agence de notation Moody's sont passées de négatives à stables. Selon Moody's, cette décision se fonde sur les antécédents du gouvernement colombien en matière de gestion macroéconomique prudente et sur sa capacité à parvenir à un consensus et à promouvoir des politiques qui favorisent la croissance économique et soutiennent les paramètres budgétaires.

La confiance des consommateurs augmente de 5,2 points pour atteindre -3 % en septembre et atteint son plus haut depuis janvier 2020.

Selon les résultats de l'enquête du centre de recherche économique Fedesarollo, la confiance des consommateurs s'est améliorée en septembre, l'indicateur se situant à -3 % (sur une base d'un indice à 100), soit une augmentation de 5,2 points de pourcentage par rapport à août (- 8,2 %) et le niveau le plus élevé depuis janvier 2020. Dans la ventilation par ville, la confiance a augmenté dans quatre des cinq capitales étudiées par rapport à août 2021. Medellín est la ville qui a connu la plus forte augmentation, avec un indicateur de 3,7 %, en hausse de 14,1 points de pourcentage.



Le pays pourrait multiplier par 12 le montant de ses réserves de pétrole grâce à la méthode de la fracturation hydraulique

Compte tenu de la baisse des réserves de gaz naturel et de pétrole du pays, l'exploitation de gisements non conventionnels, plus connue sous le nom de fracturation hydraulique (*fracking*) - une fissuration massive d'une roche au moyen d'une injection d'un liquide sous pression -, a été présentée comme une alternative qui permettrait d'augmenter les ressources en hydrocarbures jusqu'à 25 Mds de barils de pétrole brut supplémentaires, ce qui équivaldrait à multiplier les réserves actuelles par 12. Deux projets pilotes sont actuellement en cours : Kalé et Platero, qui, s'ils atteignent le stade de l'exploitation, multiplieraient à eux seuls les réserves par 4,6, soit suffisamment pour assurer 25 années supplémentaires d'autosuffisance.

EQUATEUR

Au second trimestre, le pays affiche une croissance de 8,4 % (g.a).

Selon les données publiées par la Banque centrale, la croissance du Pérou atteint 8,4 % au second trimestre 2021 par rapport au second trimestre 2020, et une croissance de 2,1 % par rapport au premier trimestre 2021. La reprise serait imputable à une augmentation des exportations de 16 %, à une hausse de la consommation des ménages de 10,5 % et à une hausse de 9,8 % de l'investissement. Le regain de croissance a par ailleurs été porté par la dépense publique, en hausse de 3,3 %, essentiellement dans le secteur de la santé. Les analystes sont

optimistes quant à l'atteinte par le pays du taux de croissance prévue sur l'année, estimé à 3 % par la Banque centrale.

Les transferts (*remesas*) des migrants équatoriens affichent une hausse record.

Au premier semestre 2021, les transferts monétaires des migrants vers l'Equateur (dits *remesas*) ont cumulé 2 Mds USD, en hausse de 44 % par rapport au premier semestre de l'année 2020, année durant laquelle les envois de fond avaient été particulièrement freinés par la pandémie de Covid-19 (et la fermeture des canaux informels). Cette hausse s'explique ainsi par un effet base favorable, mais aussi par l'augmentation des aides publiques fédérales aux ménages aux Etats-Unis, principal pays d'origine des *remesas* en Equateur (le nombre d'émigrés équatoriens est estimé à 2 millions).

PEROU

Le Président Pedro Castillo remanie son cabinet.

Le Président péruvien Pedro Castillo a accepté la démission de Guido Bellido à la présidence du conseil des ministres (PCM) après deux mois de divergences publiques entre le Président, son Premier ministre, ses ministres et son parti, et ce dans le contexte d'une relation tendue avec les membres du Congrès. En conférence de presse, Pedro Castillo a indiqué que ce remaniement fait suite à ses efforts de promotion de l'investissement privé auprès des milieux d'affaires lors de sa tournée aux États-Unis. Après avoir atteint un record de 4,14 PEN, le dollar ouvre aujourd'hui à 4,09 PEN. Guido Bellido est



remplacé par Mirtha Vásquez, avocate en droit de l'environnement, ex-présidente du Congrès durant le gouvernement de transition de Francisco Sagasti (novembre 2020-juillet 2021), ex-congressiste du parti de gauche Frente Amplio en 2020-2021 et originaire de la région Cajamarca tout comme Pedro Castillo. Mirtha Vasquez présente un profil plus modéré et conciliateur que son prédécesseur. Le nouveau cabinet de 19 ministres inclut 7 changements mais reste marqué à gauche avec des membres de Perú Libre (parti au pouvoir), Frente Amplio et Juntos por el Perú mais aussi des proches du Président Castillo et un ministre d'Acción Popular (parti d'opposition). Le ministre du MEF Pedro Francke reste à son poste.

En octobre, les tarifs de l'électricité augmentent de 4,8 % pour les ménages et 5,6 % pour les commerces et industriels.

L'organisme régulateur des tarifs énergétiques a réajusté ses tarifs mensuels : à partir du 1^{er} octobre, les tarifs de l'électricité augmentent de 4,8 % pour les ménages et 5,6 % pour les commerces et industriels. Ceci est le résultat de la hausse généralisée de tous les éléments considérés pour le calcul des tarifs : l'indice des prix à la consommation (IPC), le taux de change et les prix internationaux du diesel, du charbon, du gaz, du cuivre et de l'aluminium (ces deux derniers étant utilisés pour fabriquer les équipements électriques). Il s'agit de la hausse mensuelle la plus importante de l'année.

Le gouvernement annonce une « deuxième réforme agraire ».

En référence au processus qui avait donné lieu dans les années 1960 et 1970 à une expropriation et une collectivisation des grandes exploitations,

le Président Pedro Castillo a annoncé la mise en œuvre de ce qu'il nomme « la deuxième réforme agraire ». Contrairement à la première, selon le gouvernement, celle-ci ne prévoit aucune expropriation, mais repose sur 5 axes visant à améliorer la qualité de vie du monde rural pour quelques 2,2 M de petits producteurs. Elle inclut ainsi : i) la création d'un Cabinet de développement agricole et rural composé des ministères pertinents et des gouvernements régionaux pour la conception de politiques agricoles ; ii) l'ajustement des prix des importations de certains produits agricoles afin de favoriser la production nationale et la construction d'une usine d'engrais (pour produire et exporter) ; iii) un programme d'achats publics de 300 MUSD priorisant les producteurs locaux (par exemple pour le programme d'alimentation scolaire Qali Warma) ; iv) la création de micro-réservoirs pour l'irrigation ; v) et la promotion de coopératives agricoles (notamment des filières café et cacao).

VENEZUELA

Le pays réouvre sa frontière terrestre avec la Colombie.

Après une fermeture de près de trois ans du fait de tensions politiques, le Venezuela a réouvert mardi sa frontière terrestre avec la Colombie. En février 2019, le Venezuela avait en effet fermé sa frontière lorsque l'opposition vénézuélienne, soutenue par Bogotà et Washington, avait tenté de faire entrer de l'aide humanitaire dans le pays, contre la volonté du Président Nicolas Maduro. De son côté, le gouvernement colombien avait fermé les frontières avec le Venezuela en mars 2020 en raison de la pandémie. Il était revenu sur



cette mesure en juin 2021, une mesure qui n'avait pas été égalée par le Venezuela jusqu'à présent.

Le Venezuela a officiellement supprimé six zéros au bolivar.

Le Venezuela a lancé le 1^{er} octobre sa seconde réforme monétaire en trois ans en supprimant six zéros du bolivar en réponse à l'hyperinflation, dans le but de faciliter l'utilisation de la monnaie, en la ramenant à une échelle monétaire plus simple et faciliter de fait l'exécution des transactions. Depuis la première redénomination monétaire en 2007, le taux d'inflation cumule 37 699 882 % avec une élimination de 8 zéros au Bolivar (3 en 2007, 5 en 2018). Les attentes sont similaires aux précédentes redénominations de la monnaie, en considérant que la nouvelle représente un nouveau coût d'adaptation pour le pays (dans la pratique, il y aura un triple affichage des prix puisque la plupart des magasins présentent leurs prix directement en USD), et ce en l'absence d'un plan parallèle crédible pour réduire le taux d'inflation.

Un tribunal néerlandais porte un nouveau coup au portefeuille d'outre-mer du Venezuela.

L'entreprise publique RdK de Curaçao – une île néerlandaise des Caraïbes - a obtenu le droit de vendre des actions de Propernyn, la filiale néerlandaise de l'entreprise publique pétrolière vénézuélienne PdVSA, pour couvrir 52 MUSD de dettes impayées, dans une décision de la cour d'appel néerlandaise du 14 septembre. Cette décision donne également pouvoir à ConocoPhillips de saisir des actions de Propernyn pour couvrir 10 Mds USD d'une sentence arbitrale qui lui est due. Un huissier de justice néerlandais va maintenant évaluer et vendre l'actif, avec un paiement au prorata aux

deux plaignants, un processus qui devrait prendre plusieurs mois au moins. Le défi pour les plaignants est désormais l'estimation de la valeur réelle de l'actif. La société Propernyn possède 15 % du raffineur de niche européen Nynas et le terminal Bopec à Bonaire, tous deux conçus à l'origine pour traiter le brut vénézuélien. Nynas a fait l'objet d'une restructuration l'année dernière afin de réduire la participation de PdVSA de 50,1 % à 15 %. Le terminal Bopec est, quant à lui, hors service et déjà en liquidation, avec un passif environnemental important.

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 7 octobre 2021.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu uniquement une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	502 047	42 282	18 770	1 581	0,9 M	8,4 %	3,26 M	27%
Equateur	511 317	28 437	32 819	1 825	1,4 M	8%	9,9 M	55,4%
Colombie	4 965 847	96 2999	126 487	2 453	9,6 M	18,8%	17,4 M	34,1%
Pérou	2 181 183	65 011	199 559	5 948	4,4 M	13,4%	11,9 M	35,7%
Venezuela	377 833	13 335	4 558	161	3,7 M	13,06	5,9 M	20,08%
Am. du sud	37 944 914	n.d	1 158 781	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	42*	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

* dernière source FMI, certains analystes l'estiment à 26 Mds USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international